

**Timestamp**

**The information solicited through this questionnaire will only be used in aggregate form, unless otherwise authorised by the respondent. Do you authorise us to cite/share your views individually?**

Yes

**Please enter your contact details:**

Pays : Sénégal

Organisation : Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique

Adresse : Rue A. Assane Ndoye X B. Ferraud

Email : sarr.babou@gmail.com

**1. Which stakeholder category do you belong to?**

Gouvernements

**If non-government, please indicate:**

**If non-government, please indicate if you are:**

**2. What do you think is the significance, purpose and scope of enhanced cooperation as per the Tunis Agenda? a) Significance b) Purpose c) Scope**

a) Signification :

- Amélioration des mécanismes de financement pour la mise en place d'une Société de l'Information inclusive.
- Echange de meilleures pratiques : appuyer les Etats en développement dans l'élaboration de cyber stratégies ;

b) But

- Contribuer de façon significative à la réduction de la fracture numérique entre pays développés et pays en développement.

c) Portée

- La portée est internationale (entre Etats, entre Institutions internationales, entre Etats et Institutions internationales...), régionale (entre Etats, entre Institutions régionale, entre Etats et Institutions régionales...), nationale (Au sein des gouvernements, entre gouvernements et organisations nationales...).

**3. To what extent has or has not enhanced cooperation been implemented? Please use the space below to explain and to provide examples to support your answer.**

- Le renforcement de la coopération a été mis dans le cadre du suivi des engagements du SMSI (Accompagnement du Sénégal dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes TIC par des organismes comme la Banque Mondiale, l'UIT, la CEA, l'UNESCO, l'Union Africaine...) Appui à la participation aux rencontres internationales ...)

**4. What are the relevant international public policy issues pertaining to the Internet?**

- La principale décision de la Communauté Internationale lors des deux phases du SMSI (Genève 2003 et Tunis 2005) et relative à la Gouvernance de l'Internet (GI) ;
  - o Définition consensuelle de la GI : GI = l'élaboration et l'application par les Etats, le secteur privé et la société civile, chacun selon son rôle, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'Internet. (Proposition du Groupe de travail des Nations Unies sur la Gouvernance de l'Internet, validée Tunis en 2005).
  - o Elaboration de principes directeurs pour la GI
  - o Mise en place du Forum (international) sur la GI (IGF), instance de discussion sur les politiques à mettre en place par l'ensemble des parties prenantes de la Gouvernance de l'Internet.
  - o Mise en place de Fora régionaux sur la Gouvernance de l'Internet dans le but d'harmoniser les positions sur la question...

### **5. What are the roles and responsibilities of the different stakeholders, including governments, in implementation of the various aspects of enhanced cooperation?**

- Gouvernements : Décliner une volonté politique de mettre en œuvre les recommandations de la Communauté Internationale lors du SMSI, par la création d'un environnement propice au développement des Télécoms/TIC ; Nouer des partenariats à travers les Ministères en charge des Télécoms/TIC (et autres acteurs publics ou privés) avec les gouvernements des autres pays (pays développés ou en développement), avec les institutions identifiées pour accompagner la mise en place d'une société de l'Information (SI) inclusive.
- Les organisations identifiées par la Communauté internationale : Financer des projets bien élaborés des pays en développement pour la mise en place d'une SI ; appuyer ces pays pour la recherche de financement auprès d'autres organisations.
- Le secteur privé : Nouer des partenariats entre acteurs privés, Solliciter et nouer des partenariats public-privé (PPP), pour la réalisation de projets TIC porteurs et innovants au grand bénéfice des populations.
- La société civile : Appuyer les gouvernements à vulgariser les TIC au niveau des populations locales, dans des approches participatives d'élaboration et de mise en œuvre de projets, avec des dispositifs solides de suivi/évaluation.
- Le milieu universitaire : Encourager la recherche /développement dans le domaine des Télécoms/TIC, par la recherche de partenaires techniques et financiers.

### **6. How should enhanced cooperation be implemented to enable governments, on an equal footing, to carry out their roles and responsibilities in international public policy issues pertaining to the Internet?**

- Organiser des séances d'évaluation comme cette enquête, mais dans des délais assez longs pour disposer de réponses bien structurées ou commanditer des études bien élaborées sur la même question.
- Organiser des rencontres de concertation sur la question du renforcement de la coopération où chaque participant (toutes les parties prenantes de la SI), devra fournir un document écrit sur le thème qui sera choisi, pour contribution.
- Faire contribuer, aux acteurs bénéficiaires de financement de grands projets, à hauteur de 10% du budget total annuel.

### **7. How can enhanced cooperation enable other stakeholders to carry out their roles and responsibilities?**

Le renforcement de la coopération pourrait permettre aux Gouvernements :

- De disposer de moyens techniques, financiers et humains supplémentaires, pour la mise en œuvre des recommandations du SMSI (accords de financement, échanges de meilleures pratiques...).
- De mettre en place des organisations transparentes et pérennes pour la supervision de projets structurants dans le domaine des TIC.

Il pourrait permettre aux institutions internationales :

- De disposer de suffisamment de fonds pour accompagner la mise en place d'une SI

inclusive.

- De mettre en place des conventions de partenariat sans équivoques pour l'accompagnement à la réalisation de grands projets Télécoms/TIC.

Il pourrait permettre au Secteur Privé :

- De nouer, dans le cadre de PPP, des accords d'accompagnement pour la réalisation de plusieurs initiatives TIC en faveur des populations.

### **8. What are the most appropriate mechanisms to fully implement enhanced cooperation as recognized in the Tunis Agenda, including on international public policy issues pertaining to the Internet and public policy issues associated with coordination and management of critical Internet resources?**

Le renforcement de la coopération (coopération multi-acteurs) étant un des principes de la Gouvernance de l'internet, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) devrait prendre en charge cette question très importante du renforcement de la coopération. A défaut mettre en place un autre dispositif institutionnel, avec des missions bien cadrées, pour la prise en charge de la question.

Initier des rencontres sous un format à définir de façon participative, pour réfléchir sur les questions relatives au renforcement de la coopération dans la mise en place d'une S.I inclusive.

### **9. What is the possible relationship between enhanced cooperation and the IGF?**

Le renforcement de la coopération (coopération multi-acteurs) est un des principes de la Gouvernance de l'internet. Il faudrait souligner que le FGI est une instance destinée à établir, entre l'ensemble des parties prenantes un dialogue sur les politiques à suivre pour un développement harmonieux de l'Internet, dans le strict respect des principes de la gouvernance de l'Internet.

### **10. How can the role of developing countries be made more effective in global Internet governance?**

L'efficacité de ce rôle pourrait être plus accrue par :

- Le renforcement de la participation des pays en développement dans les instances de prise de décision relative aux politiques générales se rapportant à la Gouvernance Mondiale de l'Internet ;
- La mise en place de fora nationaux et régionaux en vue d'une harmonisation des positions sur la question fondamentale de la GI.

### **11. What barriers remain for all stakeholders to fully participate in their respective roles in global Internet governance? How can these barriers best be overcome?**

Des obstacles identifiés:

- Retards accusés dans l'organisation de fora au niveau national et régional qui permettent de parler le même langage sur la question.
- Le fait que plusieurs pays en développement, surtout en Afrique, ne considèrent pas les TIC comme secteur prioritaire (au même titre que l'eau, l'énergie...).
- Certains organisations au niveau international, ne financent que des activités des secteurs considérés comme prioritaires par les Etats ;
- L'existence de groupes, surtout dans les pays africains qui ne défendent que des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

Pistes de solutions.

- Les pays en développement, surtout africains doivent former un bloc pour défendre les leurs positions, par l'organisation de fora nationaux et régionaux réguliers.
- Les pays en développement, surtout africains, devraient considérer le secteur des TIC comme prioritaire, au même titre que l'eau, l'Energie...
- Toutes les organisations internationales devraient considérer toute requête financière bien structurée et relative aux TIC, comme priorité, et faire des efforts pour l'accompagnement.

**12. What actions are needed to promote effective participation of all marginalised people in the global information society?**

- Développer des projets de vulgarisation des TIC dans les zones rurales et périurbaines. Un exemple d'initiative réussie est le projet des Centres Multimédia Communautaires (CMC), exécuté par l'UNESCO et la Coopération Suisse en partenariat avec le Sénégal, le Mali et le Mozambique.
- Renforcer l'alphabétisation de ces populations dans le cadre de programmes « Education pour tous », bien ciblés.
- Tenir compte du faible taux d'alphabétisation en intégrant un important volet de développement de contenus locaux dans les langues de l'Internet et/ou en langues nationales codifiées.

**13. How can enhanced cooperation address key issues toward global, social and economic development?**

- Par les échanges de meilleures pratiques ;
- Par le renforcement de l'assistance technique et financière, (financement de projets TIC par des organisations internationales par exemple), dans une approche partagée ;
- Par la présence accrue des organisations non gouvernementales dans les zones rurales défavorisées ;
- Par la mise sur place de projets, dans le cadre de PPP, capables de créer des richesses à travers la création d'emplois, la création de la valeur ajoutée.

**14. What is the role of various stakeholders in promoting the development of local language content?**

- Gouvernements : Manifester la volonté politique de promouvoir les langues locales (codification et alphabétisation en langues locales...). Accompagner les bonnes initiatives dans le domaine des TIC pour l'éducation;
- Secteur privé : Développer des contenus locaux en langues locales.
- Société civile : Soutenir davantage les projets TIC communautaires en direction des populations marginalisées.

**15. What are the international internet-related public policy issues that are of special relevance to developing countries?**

- Tous les aspects pris en compte par la Gouvernance de l'Internet, si on se réfère à la définition : « Gouvernance de l'Internet = l'élaboration et l'application par les Etats, le secteur privé et la société civile, chacun selon son rôle, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'Internet ».

**16. What are the key issues to be addressed to promote the affordability of the Internet, in particular in developing countries and least developed countries?**

- Le développement d'infrastructures télécoms/TIC, en particulier le haut débit;
- La réduction des prix de la connexion à Internet ;
- Le développement de l'accès universel aux Télécoms/TIC,
- La sécurité dans la toile (Internet), la protection des données à caractère personnel, la protection des mineurs sur Internet.

**17. What are the national capacities to be developed and modalities to be considered for national governments to develop Internet-related public policy with participation of all stakeholders?**

- Le développement de l'accès universel aux Télécoms/TIC (infrastructures et services).
- Le développement de projets TIC communautaires, destinés aux populations défavorisées.
- Le développement de contenus locaux adaptés aux réalités socio-culturelles.
- Le développement de l'Internet à travers la téléphonie mobile, qui a atteint une importante partie de la population des pays en développement.
- Le tout dans des processus intégrant les principes de bonne gouvernance.

**18. Are there other comments, or areas of concern, on enhanced cooperation you would like to submit?**